



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 41 (2025)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : réserves de change à 148,7 Md USD fin 09/2025, plus bas niveau depuis juillet 2024
- ❖ Thaïlande : maintien du taux directeur de la BoT à 1,50 %
- ❖ Singapour : renforcement des partenariats bilatéraux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande

LE CHIFFRE À RETENIR

+7,85 %

Taux de croissance du PIB
vietnamien pour les 9
premiers mois de 2025
(Bureau national des
statistiques vietnamien).

Région

AMRO : ralentissement prévu de la croissance de l'ASEAN+3 à 4,1 % en 2025

Selon les prévisions de l'ASEAN+3 Macroeconomic Research Office (AMRO) publiées le 10 octobre, la croissance du PIB régional devrait ralentir à 4,1 % en 2025, contre 4,3 % en 2024, sous l'effet du renforcement du protectionnisme américain et de la montée des incertitudes commerciales. Le ralentissement est plus marqué pour l'ASEAN, dont la croissance passerait de 4,9 % à 4,6 %, tandis que la Chine, le Japon et la Corée du Sud devraient enregistrer respectivement 4,8 %, 1,0 % et 0,9 %. L'AMRO souligne que les secteurs exportateurs sont soumis à une pression accrue sur leurs marges, dans un contexte de recomposition des flux commerciaux et de volatilité du dollar américain. Les économies les plus exposées aux marchés américains – notamment le Vietnam et le Cambodge – devraient être les plus affectées, en raison de leur dépendance structurelle aux exportations et des tensions persistantes à la frontière thaïlando-cambodgienne. Malgré ces risques, l'AMRO estime que la région conserve des fondamentaux solides : réserves de change confortables, systèmes bancaires bien capitalisés et inflation maîtrisée, offrant aux banques centrales une marge de manœuvre pour soutenir la croissance.

Aon : les salaires en Asie du Sud-Est devraient progresser de 5,3 % en 2026

D'après l'étude 2025 Salary Increase and Turnover Study du cabinet Aon, les entreprises d'Asie du Sud-Est prévoient une hausse moyenne des salaires de 5,3 % en 2026, un niveau stable par rapport à 2025 (5,4 %). Le Vietnam enregistre la plus forte progression attendue (+7,1 %), suivi de l'Indonésie (+5,9 %), des Philippines (+5,2 %), de la Malaisie (+4,8 %), de la Thaïlande (+4,7 %) et de Singapour (+4,3 %). Cette dynamique intervient dans un contexte de forte tension sur le marché du travail, où 42 % des employeurs déclarent des difficultés de recrutement ou de fidélisation, et 63 % signalent un déficit de compétences dans les métiers technologiques et d'ingénierie. Le taux d'attrition régional atteint 17,5 %, tiré par les Philippines (20 %) et Singapour (19,3 %). Les postes les plus recherchés concernent les ventes et l'informatique (24 % chacun), ainsi que l'IA/apprentissage automatique (21 %) et la cybersécurité (20 %). Face à ces défis, Aon note que les entreprises privilégient des augmentations ciblées et des stratégies de rémunération différenciées, tout en renforçant la productivité et la rétention des talents clés pour bâtir des organisations plus résilientes et prêtes à l'économie numérique.

Country	Salary Increase 2024 (%)	Salary Increase 2025 (%)	Projected (Budgeted) Salary Increase 2026 (%)	Attrition in 2023 (%)	Attrition in 2024 (%)	Attrition in 2025 (%)
Overall	5.1	5.4	5.3	15.5	17.4	17.5
Indonesia	5.7	5.7	5.9	15.1	20.8	15.0
Malaysia	4.9	4.8	4.8	16.2	15.9	18.2
Philippines	5.4	5.3	5.2	17.5	19.1	20.0
Singapore	4.2	4.3	4.3	16.5	16.7	19.3
Thailand	4.4	4.6	4.7	14.0	16.6	17.2
Vietnam	6.4	7.7	7.1	13.8	15.5	15.0

Indonésie

Réserves de change au plus bas niveau depuis juillet 2024

Les réserves de change officielles de l'Indonésie se sont établies à 148,7 Md USD à la fin septembre 2025, contre 150,7 Md USD en août, atteignant leur plus bas niveau depuis juillet 2024. Cette diminution, de 7,4 Md USD depuis le début de l'année, s'explique principalement par le remboursement de la dette extérieure du gouvernement et par les interventions de la banque centrale visant à stabiliser la roupie dans un contexte de fortes incertitudes sur les marchés financiers mondiaux. Le niveau des réserves demeure néanmoins équivalent à 6,2 mois d'importations, soit bien au-dessus du seuil de référence international de trois mois.

Création de l'Agence de régulation des entreprises publiques, en remplacement du ministère des Entreprises publiques

Le gouvernement indonésien a officiellement instauré l'Agence de régulation des entreprises publiques (BP BUMN), marquant la dissolution du ministère des Entreprises publiques dans le cadre d'une réforme adoptée début octobre 2025. Issue de la quatrième révision de la loi de 2003 sur les entreprises publiques, cette nouvelle structure agit exclusivement comme régulateur et en supervision du secteur, tandis que les activités opérationnelles et d'investissement sont désormais entièrement confiées au fonds souverain Danantara. Le BP BUMN conserve une « action d'or » de 1 % dans chaque société d'État, conférant au gouvernement un droit de veto sur les décisions

stratégiques, tandis que Danantara détient les 99 % restants. Le président a nommé Dony Oskaria, ancien vice-ministre des Entreprises publiques et par ailleurs directeur des opérations de Danantara, à la tête de cette nouvelle agence.

Ralentissement des dépenses publiques

L'exécution des dépenses publiques progresse lentement, faisant craindre un affaiblissement de la croissance en 2025. Début octobre, l'administration centrale n'avait engagé qu'environ 55 % de son budget, contre 74 % à la même période en 2024. Ce retard s'explique par les mesures d'efficacité budgétaire mises en place en début d'année et par la transition administrative liée à la création de nouveaux ministères et agences, qui freinent la mise en œuvre des programmes. Le programme de repas scolaires gratuits (MBG) en est un exemple : sur 71 000 Md IDR (4,3 Md USD) initialement prévus, puis révisés à 7,5 Md USD, seuls 13 000 Md (785 M USD) avaient été dépensés début septembre. Selon plusieurs économistes, cette situation pourrait peser sur la reprise, d'autant que la réorganisation du ministère des Entreprises publiques entre la nouvelle agence de régulation et Danantara pourrait encore ralentir temporairement l'activité des sociétés d'État. Selon leurs observations, les mesures de relance attendues en fin d'année devraient stimuler la consommation (cf. Brèves de la semaine 38), mais leur effet sur la croissance et la productivité resterait limité.

Révision de la loi P2SK : un mandat élargi pour Bank Indonesia suscite des réserves

Le projet de révision de la loi sur le développement et le renforcement du secteur financier (P2SK) adoptée en 2023, actuellement débattu au Parlement indonésien, propose d'élargir le mandat de la banque centrale Bank Indonesia (BI) afin qu'elle contribue à « créer un environnement économique favorable à la croissance de l'économie réelle et à la création d'emplois ». Cette évolution, qui vise à renforcer la coordination entre politique monétaire et politique économique, soulève toutefois des inquiétudes quant à l'indépendance de la banque centrale. Certains observateurs estiment qu'un tel mandat pourrait introduire des objectifs contradictoires entre la stabilité des prix et du taux de change, priorité traditionnelle de BI, et des impératifs de croissance à court terme. Des doutes subsistent également sur le risque d'ingérences politiques, le texte prévoyant une surveillance accrue du Parlement sur la gouvernance de la banque centrale.

Malaisie

Révision des prévisions de croissance par la Banque mondiale à 4,1 % en 2025

La Banque mondiale a relevé, le 7 octobre, sa prévision de croissance pour la Malaisie à 4,1 % pour 2025 (contre 3,9 % estimé en avril), un niveau inférieur aux projections du FMI (4,5 %) et du gouvernement malaisien (entre 4,0 % et 4,8 %). L'expansion du PIB serait tirée par la consommation privée (+5,0 %) et par les investissements (+7,2 %), tandis que la contribution des exportations resterait plus modérée (+2,9 %). Si l'activité a progressé de 4,4 % au premier semestre 2025, les échanges demeurent pénalisés par la faiblesse de la demande mondiale et par les tensions commerciales persistantes. L'inflation s'établirait à 1,6 % (contre 2,6 % anticipé en avril), soutenant le pouvoir d'achat grâce à la révision des subventions aux carburants et

la baisse du taux directeur de la Banque nationale à 2,75 %. Sur le plan budgétaire, le déficit public devrait se réduire à -3,8 % du PIB (après -4,1 % en 2024) tandis que la dette augmenterait légèrement à 64,9 % du PIB (contre 64,6 % en 2024).

Progression de la productivité du travail en 2024

La productivité moyenne par travailleur en Malaisie a augmenté de 2,4 % en 2024, atteignant 21 691 USD (contre 21 128 USD en 2023 et 20 946 USD en 2022). Cette évolution témoigne d'une amélioration continue de l'efficacité productive et de la résilience du marché de l'emploi, dont les effectifs ont progressé de 2,5 % l'an dernier pour atteindre 16,3 millions d'actifs. Selon le vice-ministre de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie Liew Chin Tong, cette hausse résulte de l'adoption accrue des technologies avancées et de l'automatisation dans le secteur manufacturier. Elle s'inscrit dans la mise en œuvre du Nouveau Plan Industriel Directeur 2030 (NIMP 2030), qui ambitionne de transformer le tissu industriel à travers la création de 3 000 usines intelligentes d'ici 2030.

Croissance des revenus et recul de la pauvreté en 2024

Selon le Département des statistiques de Malaisie (DOSM), le revenu médian des ménages s'est établi à 1 533,3 USD/mois en 2024, en hausse de 5,1 % par rapport à 2022, tandis que le revenu moyen a atteint 2 000,5 USD (+3,8 %). Les ménages ruraux disposent en moyenne d'un revenu mensuel largement inférieur à celui des ménages urbains (819,4 USD contre 1 333,6 USD). Des écarts significatifs persistent entre les catégories de population : 2 511,6 USD pour les malaisiens Chinois, 2 150,4 USD pour les malaisiens Indiens et 1 796,1 USD pour les Bumiputeras (qui incluent les Malais, les Orang Asli et d'autres groupes autochtones soit 70,4 % de la population). Le taux de pauvreté absolue a reculé à 5,1 % en 2024 (contre 6,2 % en 2022) mais celle-ci reste toutefois forte dans les États fédérés du nord - Perlis, Kedah, Kelantan (11,5 %) - ainsi qu'à Sabah (17,7 %) et Sarawak (8,4 %). La pauvreté extrême est quasiment éradiquée (0,09 % après 0,2 % en 2022), tandis que la pauvreté relative concerne 16,7 % des ménages, soit ceux dont le revenu est inférieur à la moitié du revenu médian national (moins de 766,8 USD/mois pour un ménage moyen en 2024). Les inégalités de revenus reculent légèrement, avec un coefficient de Gini à 0,390 (contre 0,404 en 2022) et un rapport interdécile P90/P10 de 5,7. Près de 20 % des ménages les plus aisés concentrent cependant 45,1 % des revenus.

Singapour

Singapour renforce ses partenariats stratégiques avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande

À l'occasion de sa première visite officielle en Océanie, le Premier ministre Lawrence Wong a signé la mise à niveau des relations bilatérales de Singapour avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. À Canberra, le 8 octobre 2025, Singapour et l'Australie ont lancé le Comprehensive Strategic Partnership 2.0 (CSP 2.0), un cadre de coopération élargi comprenant plus de 80 initiatives et 20 accords couvrant la défense, la résilience des chaînes d'approvisionnement, la transition énergétique, les économies verte et numérique, ainsi que les technologies émergentes (IA, spatial, cybersécurité). Le CSP

2.0 inclut également un futur accord juridiquement contraignant sur le commerce des biens essentiels et un dialogue sur la résilience économique. Deux jours plus tard, à Auckland, Singapour et la Nouvelle-Zélande ont élevé leurs relations au rang de Comprehensive Strategic Partnership (CSP), définissant une feuille de route sur dix ans articulée autour de 72 initiatives. L'accord prévoit un sommet annuel des dirigeants, un partenariat en sécurité alimentaire, des programmes conjoints de renforcement des capacités dans le Pacifique et un futur accord sur le commerce de produits critiques. Il inclut aussi le plus important investissement bilatéral néo-zélandais dans la recherche scientifique, couvrant l'intelligence artificielle, le quantique, les biotechnologies et les aliments du futur.

IMDA : l'économie numérique pèse 18,6 % du PIB

Selon le Singapore Digital Economy Report 2025 publié par l'Infocomm Media Development Authority (IMDA), la valeur de l'économie numérique singapourienne a atteint 128,1 Md SGD en 2024, soit 18,6 % du PIB national (+12 Md SGD sur un an). Plus des deux tiers de cette valeur proviennent de secteurs hors informatique, notamment la finance et l'assurance, le commerce de gros et l'industrie manufacturière. Les PME jouent un rôle moteur : 97 % ont mis en œuvre au moins une solution sectorielle numérique, et l'usage de l'intelligence artificielle (IA) a triplé pour concerner 14,5 % d'entre elles. Parmi les PME bénéficiaires du Productivity Solutions Grant enregistrent des économies moyennes de 52 % (jusqu'à 71 % pour les solutions de cybersécurité). Plus largement, parmi les entreprises ayant recours à l'IA (soit 84% des répondants), près de la moitié (44 %) développent désormais leurs propres outils ou systèmes d'IA sur mesure. L'étude note également une forte appropriation de l'IA au travail : 74 % des employés y recourent régulièrement, notamment pour la rédaction, la recherche d'idées ou la gestion administrative. L'IMDA prévoit de renforcer son soutien à la transformation numérique et à la formation continue, tout en préparant les conditions d'émergence des technologies de pointe telles que l'IA incarnée, l'IA agentique et l'informatique quantique.

Optimisme renforcé du secteur de la gestion privée à Singapour, porté par la clientèle chinoise et les actifs à risque

D'après une enquête de Bloomberg Intelligence, les banquiers privés basés à Singapour se montrent plus optimistes quant aux perspectives de croissance du secteur de la gestion de patrimoine en Asie, que leurs pairs basés à Hong Kong. Un tiers d'entre eux anticipent une progression annuelle des encours sous gestion (AUM) de plus de 11 % d'ici 2030, soutenue par l'afflux de capitaux transfrontaliers et une clientèle à l'appétit pour le risque en hausse par rapport à l'année dernière. Les actifs gérés par DBS, OCBC et UOB ont ainsi crû de 10 % au second semestre 2025, tandis que les avoirs offshore domiciliés à Singapour devraient augmenter de 12 % par an jusqu'en 2030. Les investisseurs chinois continentaux devraient représenter 27 % de la clientèle dans les cinq prochaines années, supplantant les clients d'Asie du Sud-Est. Selon l'enquête, les banquiers s'attendent à ce que leur clientèle augmente ses investissements en actions, en capital-investissement et en actifs numériques, dont l'attractivité est soutenue par un cadre réglementaire favorable. Si les contrôles de conformité demeurent un facteur de coût important, les conditions d'agrément plus rapides

pour les family offices et les incitations fiscales renforcent l'attractivité de Singapour comme hub de la gestion privée régionale.

Vietnam

Participation à l'événement Innovate Vietnam 2025

Dans le cadre de l'événement Innovate Vietnam, coorganisé par le National Innovation Center et le ministère des Sciences et Technologies, les équipes de l'Ambassade, de la Chambre de commerce France-Vietnam (CCIFV) et de l'International Centre for Interdisciplinary Science and Education (ICISE) ont contribué à l'organisation d'une Séquence France, qui a mis en avant la contribution de notre pays à l'innovation mondiale le 3 octobre dernier. Celle-ci a notamment permis de mettre en avant 5 entreprises françaises (Air Liquide, Alstom, Olmix, Rail Open Lab, Suez) participantes lors d'une table-ronde dédiée à leurs activités innovantes au Vietnam, ainsi qu'une présentation par le professeur Serge Haroche, prix Nobel de physique en 2012. De nombreux dignitaires vietnamiens se sont déplacés durant les trois jours de l'événement (1-3 octobre), dont le Secrétaire général du PCV (Parti Communiste Vietnamien) Tô Lâm ou le Premier ministre Pham Minh Chinh.

Forte croissance au cours des 9 premiers mois de 2025

D'après le bureau national des statistiques vietnamien (NSO), le PIB vietnamien a connu une forte croissance de 7,85 % durant les 9 premiers mois de 2025, après avoir atteint 8,23 % en g.a. au troisième trimestre. La croissance a principalement été portée par les services (+8,5 % ; 42,9 % du PIB), l'industrie et la construction (+8,7 % ; 37,6 % du PIB) alors que l'agriculture et la pêche (11,3 % du PIB) n'ont progressé que de 3,8%. Le secteur des services a notamment bénéficié d'une hausse de la consommation en raison des célébrations du 80e anniversaire de la fête nationale, ainsi que de l'augmentation du nombre touristes internationaux (15,4 M, en croissance de 21,9 % en g.a.). Ces visiteurs provenaient principalement de Chine (25,2% du total), de la Corée du Sud (21 %) et de Taïwan (6 %). L'inflation reste maîtrisée, puisqu'elle a atteint 3,38 % en g.a., bien en deçà de la cible fixée par l'Assemblée nationale en février (4,5-5 %). Pour rappel : pour 2025, le pays s'est fixé un objectif de croissance du PIB d'au moins 8 %, et ambitionne un taux de croissance supérieur à 10 % entre 2026 et 2045. Les estimations des institutions financières (FMI, Banque Mondiale, Banque Asiatique de développement, OCDE) sont moins optimistes et prévoient une croissance du PIB vietnamien entre 6,5 % et 6,7 % pour 2025.

Hausse des IDE reçus et décaissés sur les 9 premiers mois de l'année

Selon le NSO, au cours des 9 premiers mois de 2025, le Vietnam a reçu 28,5 Md USD d'IDE enregistrés (y compris des investissements dans les nouveaux projets, hausse des montants associés à des projets existants ou associés aux prises de participation), chiffre en hausse de 15,2 % en glissement annuel. Ce chiffre reste cependant en-deçà des objectifs du gouvernement d'attirer 40 Md USD d'IDE sur l'ensemble de l'année. Parmi les 82 pays investisseurs, la Chine (y compris Hong Kong) reste le 1er contributeur avec 3,9 Md USD, soit

31,8 % du total, qu'elle investit principalement dans les nouveaux projets. Elle est suivie de Singapour (3,4 Md USD, 27,7 % du total des investissements dans les nouveaux projets), de la Suède (1 Md USD, 8,1 % du total) et du Japon (918 M USD, 7,4% du total). Le secteur manufacturier reste le plus attractif, concentrant 58,7 % de la valeur totale des IDE dans les nouveaux projets), suivi du secteur immobilier (20,7 %). Concernant les IDE décaissés, ils ont atteint 18,8 Md USD, en hausse de 8,5 % en g.a., soit le niveau le plus élevé enregistré sur la période depuis 5 ans.

FTSE Russell reclassifie le Vietnam en marché émergent secondaire à partir de 2026

Le fournisseur d'indices boursiers FTSE Russell a relevé le classement du Vietnam, passant du statut de marché frontière à celui de marché émergent secondaire (catégorie qui inclut la Chine et l'Inde) à partir du 21 septembre 2026. Cette décision fait suite aux réformes structurelles importantes du pays, notamment la suppression de certaines limites de participation étrangère dans les sociétés cotées, l'abandon de l'obligation de dépôt préalable pour les investisseurs étrangers, et la mise en place du système de trading KRX, une plateforme sécurisée d'échanges d'informations sur les marchés boursiers. L'indice VN-Index a progressé de 33 % cette année, atteignant un niveau record grâce à une forte croissance économique et aux attentes liées à cette revalorisation. Selon FTSE Russell, cette reclassification permettrait au Vietnam d'attirer jusqu'à 6 Md USD d'IDE. Le gouvernement vietnamien vise désormais la reconnaissance du statut de marché émergent selon le classement de MSCI d'ici 2030.

Le Vietnam serait en mesure de maîtriser la technologie SMR d'ici 2040, selon le directeur de l'Institut de recherche nucléaire de Dalat

Dans une interview donnée à VnExpress le 6 octobre dernier, le directeur de l'Institut de recherche nucléaire de Dalat, Cao Dong Vu, a présenté les projets de réforme de l'institut alors que le pays tente de relancer son industrie nucléaire. Ces réformes prévoient notamment le développement de la formation, ainsi que l'accélération du projet de Centre de recherche sur les sciences et technologies nucléaires de Dong Nai, soutenu par la Russie et dont la construction est prévue à partir de 2027. Il a également fait part de sa volonté de contribuer à la recherche et à la coopération internationale dans le domaine des petits réacteurs modulaires (SMR). Pour rappel, cette technologie a été mentionnée comme prioritaire dans plusieurs documents officiels dont la décision de juin 2025 relative aux 35 technologies prioritaires pour le développement du Vietnam et la résolution 70 d'août dernier sur les mesures pour assurer la sécurité énergétique du Vietnam d'ici 2030. Le déploiement de cette technologie dans le pays est régulièrement évoqué, particulièrement dans le cadre de la coopération internationale. Des discussions sur ce sujet ont notamment lieu avec la Corée du Sud et se sont multipliées cette année avec des partenaires industriels (SK Group, KHNP). Néanmoins, il semble prématuré de s'avancer sur le développement d'une telle technologie au Vietnam, actuellement non prévue dans la planification énergétique du pays (PDP 8). Selon l'AIEA, en octobre 2024, seuls 4 réacteurs SMR étaient en opération (2 en Russie et 2 en Chine) et 4 centrales étaient en construction (Russie, Chine, USA et Argentine), devant être reliées au réseau entre 2026 et 2028.

Le taux d'inflation poursuit sa reprise, avec un taux de 1,7 % en septembre 2025

Le taux de chômage se rééquilibre à un niveau de 3,9 % au mois d'août 2025

Le gouvernement philippin octroi le plus grand lot de concessions pétrolières de l'histoire du pays pour développer son autonomie énergétique

Le mercredi 8 octobre 2025, le président Marcos a signé 8 nouveaux contrats de service pétrolier afin de renforcer la sécurité et l'autonomie énergétique du pays. D'une durée de 7 ans et d'une valeur totale estimée à 207 M USD, ces contrats visent à explorer le potentiel énergétique du pays dans les régions de Palawan, Sulu, Cagayan, Cebu et Central Luzon, cette dernière devant accueillir le premier projet d'exploration du potentiel en hydrogène. En effet, le pays est fortement dépendant des importations en énergie et carburant : en 2024, la couverture locale de ses besoins en pétrole était de seulement 0,32 % et de 54,0 % pour ses besoins en gaz naturel. Les entreprises ayant remporté l'appel d'offre sont à la fois philippines et étrangères, avec notamment le conglomérat philippin The Philodrill, la compagnie britannique Sunda Energy et la compagnie australienne Triangle Energy.

Cambodge

Renforcer la transition énergétique

La Banque asiatique de développement a approuvé, le 7 octobre 2025, un financement de 82,5 M USD pour la deuxième phase du Cambodia Energy Transition Sector Development Programme (ETSDP). La première phase, lancée en 2022, était axée sur la mise en place de politiques favorisant les énergies renouvelables. La deuxième a pour objectif de renforcer le cadre réglementaire en matière d'efficacité énergétique, de clarifier les politiques publiques pour attirer les investissements privés, ainsi que d'introduire les normes minimales de performance énergétiques pour les appareils électriques ; à commencer par les climatiseurs – un appareil énergivore très utilisé dans les bâtiments résidentiels et tertiaires. Le programme prévoit également de mettre en place un Energy Efficiency Revolving Fund. Il s'agit d'un mécanisme pour aider les PME à financer des solutions énergétiques efficaces. La troisième phase, programmée pour 2027, viendra élargir le cadre réglementaire et introduire des normes techniques pour les énergies renouvelables, pour les bâtiments et l'industrie.

Des déchets mieux gérés à Phnom-Penh ?

Le 7 octobre, a été signé entre le ministère de l'Environnement du Cambodge et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) un accord pour améliorer la gestion des déchets solides à Phnom Penh. Le projet, intitulé « Mise en œuvre du plan directeur régional pour la gestion des sites d'élimination des déchets solides à Phnom Penh », devrait débuter en mars 2026 pour une durée de 3 ans. Le plan directeur vise à renforcer les capacités techniques et institutionnelles, améliorer la planification des sites d'enfouissement et promouvoir des pratiques plus écologiques et durables de gestion des déchets dans la capitale. Actuellement, la ville de Phnom-Penh produit d'environ 3 600 t d'ordure/jour. La gestion des déchets solides est depuis longtemps un problème majeur. Les infrastructures de gestion des déchets sont insuffisantes. Le recyclage demeure compliqué, voire inexistant, alors qu'il n'y a guère de valorisation énergétique des déchets pour l'heure.

Laos

Energie un jour, énergie toujours

Après la première tranche de la centrale solaire Monsoon (600 MWc, en service depuis août), c'est celle de la centrale Truong Son (600 MWc) qui devrait entrer en service avant la fin de l'année. Les deux sont destinées à alimenter le Vietnam, la première vers la province de Quang Nam (centre du Vietnam) et la seconde vers celle du Nghe An (nord du Vietnam). Ces centrales seront donc raccordées au réseau vietnamien. Pour la seconde, EVN (électricité du Vietnam) doit encore achever la construction d'une ligne de 80 km en 220 kV, dans la province du Nghe An. De fait, seule une partie résiduelle de l'énergie produite sera consommée au Laos. Pourtant, avec le développement des mobilités électriques, les besoins en électricité du pays croissent. C'est la raison pour laquelle les autorités laotiennes renégocient les contrats de rachat d'électricité pour accroître la part qui reste au Laos. Et, en parlant de mobilité électrique, on note avec intérêt le développement d'un réseau de recharge, qui comprend 43 stations de recharge à ce stade.

Repli continu

Les prix à la consommation continuent de se modérer. En septembre, leur progression n'a été que 4,5 % en g.a., contre 5 % en août. Depuis le début de l'année, l'inflation s'établit à 8,8 % contre 24,8 % pour la même période de 2024. Si les prix alimentaires se modèrent sérieusement (3,1 %), la progression des autres prix reste plus forte. Ainsi, logement, eau et électricité progressent encore de 20,3 % (la hausse progressive des tarifs de l'électricité y participe). Les dépenses de santé et d'éducation augmentent de 18,3 % et 14,4 %... ce qui ne manque pas d'affecter les ménages. La relative dépréciation du kip face au baht en septembre – phénomène effacé en octobre – peut l'expliquer pour partie. Les pressions structurelles sur les prix restent toutefois, que sont le déséquilibre budgétaire et le niveau d'endettement élevé.

Birmanie

Retournement du solde commercial et déficit à -161 M USD au S1 2025

Selon les statistiques officielles birmanes, qui n'enregistrent que partiellement le commerce transfrontalier informel, les exportations de biens ont diminué de -4,9 % en g.a. à 7,1 Md USD au premier semestre (S1), tandis que les importations ont augmenté de +8,1 % à 7,3 Md USD. Cette situation contraste avec le 2e semestre 2024, où la Birmanie avait enregistré un excédent commercial à +1,3 Md USD, sur fond de contraction de -12,0 % des importations. Les exportations birmanes restent concentrées autour des produits textiles pour 1,8 Md USD, soit 25,8 % des exportations, du gaz naturel pour 1,6 Md USD, soit 22,5 % des exportations. Les principaux clients de la Birmanie sont la Chine, qui absorbe 27,4 % des exportations birmanes, en hausse de +13,7 %, la Thaïlande pour 21,9 %, l'Union européenne pour 16,4 % puis le Japon pour 7,4 %. Les importations birmanes sont composées de combustibles minéraux et huiles minérales (pétrole principalement) à 2,3 Md USD soit 31,8 % des importations, en baisse de -11,9 % en g.a., et de machines et pièces électriques pour 0,5 Md USD soit 7,2 % des importations, mais en forte hausse de +96,6 % en g.a. La Chine est le premier fournisseur de la Birmanie, avec 39,2 % des importations, suivie de Singapour avec 22 %, de la Malaisie avec 12 % et de la Thaïlande avec 10 %.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr